

Journée publique à Bruxelles

Le séminaire international de novembre a réuni l'ensemble des associations membres implantés en Afrique de l'Ouest, au Maghreb, au Proche-Orient, en Europe, en Océan Indien et en Amérique du Sud.

La journée ouverte au public à Bruxelles du 4 novembre, a permis de partager nos préoccupations autour cette thématique avec nos partenaires et de porter publiquement notre réflexion afin d'entamer une action de plaidoyer international.

Cette journée à Bruxelles a permis de mettre en synergie les réflexions d'intellectuel tel que Nico Hirtt (fondateur de l'Appel pour une école démocratique). Nous avons eu le plaisir d'accueillir le Ministre Président de la Fédération Wallonie Bruxelles, le sous-secrétaire du groupe des Etats d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP) et le représentant permanent de l'Organisation internationale de la Francophonie auprès de l'Union Européenne ainsi qu'un parlementaire européen.

Ces interventions politiques ont été mises en perspective l'après-midi dans des groupes de travail en s'appuyant sur les constats, les perspectives proposées par les acteurs de terrain. La mise en lien de ces trois dimensions fonde le creuset de la transformation sociale : des pratiques éducatives élaborées par les associations mobilisées, des théories scientifiques articulées à des analyses politiques.

Le programme de la journée [ici](#)

Sortie officielle des actes du séminaire

Les actes du séminaire international de la FICEMEA qui s'est tenu du 1er au 7 novembre 2014 sortiront le 15 février. Un manifeste les complétera afin d'affirmer publiquement nos positionnements sur la question de la marchandisation de l'éducation.

Ces supports reprennent les éléments de réflexion, d'analyse débattus entre les membres de la FICEMEA afin d'élaborer des positionnements communs, force de notre organisation.

Avec pour titre « les Mécanismes et conséquences de la marchandisation de l'éducation. Rôles et responsabilités des Etats et des sociétés civiles », le séminaire a été une occasion pour les associations membres de la FICEMEA d'échanger des points de vue, mais aussi et surtout de prendre position sur l'urgence de remettre au centre des préoccupations des Etats l'impérieuse nécessité de lutter contre la marchandisation de l'éducation; également d'interpeller les pouvoirs publics des différents pays sur les risques que comporte le désengagement vis-à-vis d'un secteur aussi sensible que stratégique qui est le droit à l'éducation.

Le séminaire engage ainsi une campagne au niveau local et international pour sensibiliser les pouvoirs publics comme les opinions publiques à la nécessité de remettre au centre des débats la question de l'éducation et la place de choix qu'elle devra occuper dans l'engagement des Etats. Lors du séminaire, il a été recommandé d'entreprendre des actions sous diverses formes et à différentes échelles. Nous réaffirmons que l'éducation n'est pas une marchandise et ne doit donc pas être soumise aux lois du marché.

Ci-dessous les actes et le manifeste à télécharger

- [Acte-ficemea](#)
- [Manifeste Ficeméa](#)